

## La lutte des classes a bien lieu...

---

Aimé Dericourt • Septembre 2017

Au point d'arriver à détruire le monde du travail et permettre à un faible pourcentage de la population d'accroître ses richesses. Le front des attaques est large et diversifié avec comme ultime but de détruire l'état nation et de remplacer le pouvoir politique par une gouvernance privée. Toutes ces directives données par des institutions nous atteignent et nous font perdre notre fierté et notre identité. Les politiques ne réagissent pas, la mondialisation est occupée de détrôner "le local". Les syndicats ne sont plus crédibles. L'Union européenne est tributaire des multinationales. La riposte ne peut venir que par le peuple et la révolte doit être mondialisée. Des changements doivent voir le jour et la politique c'est à dire la représentation du peuple doit reprendre sa place. C'est la seule piste pour un retour de la démocratie. Face à la déshumanisation, opposons la vie avec dignité. Les armes ne sont pas toujours nécessaires pour détruire les peuples. Une lutte acharnée d'une violence supérieure à tous les conflits mondiaux a été engagée par la classe capitaliste. Quels sont les antagonistes de ce massacre, quelle stratégie a été mise au point.

## Introduction

*« ...Quelques hommes se rassemblent, à huis clos, dans la sécurité, dans l'intimité d'un Conseil d'Administration, et à quelques-uns, sans violence, sans gestes désordonnés, sans éclat de voix, comme des diplomates causant autour du tapis vert, ils décident que le salaire raisonnable sera refusé aux ouvriers; ils décident que les ouvriers qui continueront la lutte seront exclus, seront chassés, seront désignés par des marques imperceptibles, mais connues des autres patrons, à l'universelle vindicte patronale. Cela ne fait pas de bruit; c'est le travail meurtrier de la machine qui, dans son engrenage, dans ses laminoirs, dans ses courroies, a pris l'homme palpitant et criant ; la machine ne grince même pas et c'est en silence qu'elle le broie. [...] »*

*« ...la responsabilité profonde et meurtrière des grands patrons, des grands capitalistes, elle se dérobe, elle s'évanouit dans une sorte d'obscurité. »<sup>1</sup>*

Ces extraits du discours de Jean Jaurès adressés au Ministre de l'Intérieur datent de 1906. Si quelques mots sont ajoutés, tels actionnaires, organismes, multinationales, Europe, mondialisation, économie, ces phrases qui datent de plus d'un siècle décrivent parfaitement la réalité actuelle.

En effet, les grands traits des transformations économiques depuis le début des années 1970, d'abord dans la sphère d'influence capitaliste, ensuite, après l'effondrement de l'empire soviétique à l'échelon du monde (d'où l'émergence du terme de « mondialisation ») sont menés sous le contrôle d'une série de cercles de pouvoirs patronaux qui cherchent à réaliser de façon absolue la domination et l'exploitation des classes laborieuses qui avaient eu l'audace de vouloir s'émanciper du capitalisme lors des mouvements sociaux autour des mobilisations « soixanthuitardes »

La phrase de Warren Buffet est à prendre ainsi à la lettre...

*"C'est bien une guerre des classes mais c'est ma classe, la classe des riches qui fait la guerre et c'est nous qui la gagnons ».*

Nous nous proposons d'explorer et de discuter la thèse qu'il y a depuis quelques décennies au sein du capitalisme un regroupement d'alliances qui travaillent à mettre en place une société mondialisée d'où pourrait disparaître les gouvernements publics, remplacés par des gouvernements privés, directement au service de la recherche du plus haut rendement des capitaux des grands actionnaires (qu'ils s'agissent de banques ou d'individus,...).

Quelques hommes ont décidé de mener une guerre, une guerre sociale, certainement plus meurtrière que les différents conflits mondiaux vécus dans le passé.

Un plan d'attaque d'une violence inouïe se propage sur différents fronts. Sa mise au point a été minutieusement préparée.

C'est un conflit,

---

<sup>1</sup> [http://www.jaures.eu/ressources/de\\_jaures/violence-patronale-violence-ouvriere-jaures-et-clemenceau-1906/](http://www.jaures.eu/ressources/de_jaures/violence-patronale-violence-ouvriere-jaures-et-clemenceau-1906/)

« ... hors le concept de « conflit » est inhérent à celui de « démocratie ». Par contre, s'il est social et c'est le cas, il interloque, fâche et a tendance à être présenté comme un soubresaut vulgaire venu d'un autre âge. »<sup>2</sup>

En réalité cette démocratie à laquelle nous croyons encore est réduite à sa plus simple expression et l'image que l'on veut nous en donner est trompeuse.

Est-ce le résultat d'une gouvernance économique privée qui a détrôné la place d'un gouvernement politique alors qu'un retour à la vraie politique, menée par des hommes respectueux de leurs électeurs et ayant du cran, est la seule alternative qui pourrait rendre à l'individu sa place et son identité ?

## Une guerre sociale mondiale

« A. Smith, K. Marx et J.M. Keynes, qui malgré leurs divergences, reconnaissent en commun que le groupe des capitalistes forme une classe sociale dominante et que le groupe des travailleurs représente une classe dominée.

P. Bourdieu explique que les dominants ont besoin d'une justification théorique du fait qu'ils sont privilégiés afin d'asseoir leur position. Ils ont donc besoin du politique pour obtenir un consensus du laissez-faire pour augmenter leurs richesses et imposer leur domination sur le reste de la société. »<sup>3</sup>

Mais pourquoi s'arrêter là ? Alors qu'il est possible, et c'est l'idée qui domine actuellement, d'arriver à une gouvernance mondiale. Il faut donc déclencher des attaques sur différents fronts et arriver après un long travail de sappe à « l'affaiblissement de l'état nation qui constitue le principal frein à l'uniformation des règles de droit et du marché devant faciliter le libre-échange et le progrès technologique. »<sup>4</sup>

### Le plan de bataille

Le front des attaques est vaste et demanderait beaucoup plus d'informations pour être détaillé. Quelques-unes seront citées et des explications seront données quant à ce qui a été prévu pour nous formater à cette gouvernance privée qui nous est destinée.

### L'éducation

« Avis aux doux rêveurs et aux fieffes réactionnaires. L'éducation n'a rien à voir avec la culture, la perpétuation d'une civilisation ... L'éducation est valorisation d'un capital humain purement individuel

<sup>2</sup> Cusso, Dufresne, Gobin, Matagne & Siroux - Science politique SCIENCES HUMAINES - Le conflit social éludé – Academia-Bruylant, Louvain-La-Neuve – 2008

<sup>3</sup> Cusso, Dufresne, Gobin, Matagne & Siroux, Science politique SCIENCES HUMAINES, Le conflit social éludé – Academia-Bruylant, Louvain-La-Neuve – 2008

<sup>4</sup> Natacha Polony & le Comité Orwell - Bienvenu dans le Pire des mondes – Le Triomphe du Soft totalitarisme – Editions PLON 2016

*qui permettra à chacun de développer son employabilité » et de se former tout au long d'une vie, ce qui devrait générer une croissance durable ».*<sup>5</sup>

Voilà ce que l'on retrouve dans la matrice de la transformation du système scolaire européen et cela en mars 2000.

Dès 1995, la table ronde des industriels européens, hobby fondé par les Présidents de Volvo, Fiat et Philips, publiait un livre blanc qui résumait cette idée *« l'éducation doit être considérée comme un service rendu aux entreprises ».*

Malgré des résistances dans la plupart des pays européens, de telles politiques se sont imposées avec facilité. Il s'agit de laisser s'épanouir les talents.

Les savoirs anciens sont donc considérés comme des contraintes qui imposent des savoirs faire désuet à un individu qui doit au contraire se libérer du passé pour s'auto-adapter perpétuellement aux besoins du marché.

Cette démarche rompt avec l'ancienne conception de « culture générale ». Le grec, le romain, l'histoire, la géographie, l'art, toutes ces matières qui nous donnaient non seulement une culture générale mais qui étaient notre identité et qui pouvaient nous rassembler dans la révolte sont donc considérées comme dépassées.

Les étudiants doivent être façonnés et isolés pour devenir du « capital humain », des ressources directement utilisables sur le marché.

Durant leurs études on leur demande de devenir des inventeurs, des auto- entrepreneurs, leur laissant miroiter un avenir prometteur et pourtant si un d'entre eux crée un projet qui leur semble rentable, ces entreprises, ces multinationales s'empareront et déposeront le brevet laissant à l'étudiant un bien maigre profit.

## **Le commerce**

Si mondialisation, libre-échange sont des termes fréquemment utilisés de nos jours, le libre-échange n'est pas un processus moderne et a, par le passé, mais d'une autre manière, démontré que les dégâts occasionnés par cette façon de commercer peuvent apporter des arguments aux défenseurs de la localisation.

Un peu d'histoire, nous sommes à l'époque de l'impérialisme anglais. Ceux-ci veulent vendre du coton et de la laine à la Chine et ouvrir le marché. Mais les chinois ne sont pas intéressés. Les Anglais vont alors leur vendre des armes mais aussi de l'opium créant ainsi une dépendance. Lorsque l'Empereur de Chine a pris conscience et a voulu mettre fin à ce commerce, ce sont les canonnières anglaises qui ont détruit la marine chinoise et l'Empire Qing a cédé l'île de Hong-Kong aux Anglais.

Plus récemment Haïti a été dévasté, les aides sont arrivées de partout. Le FMI pour aider Haïti a débloqué un prêt « d'aide » à condition d'ouvrir l'île au libre-échange. Il en résulte que la population

---

<sup>3</sup> Natacha Polony & le Comité Orwell - Bienvenu dans le Pire des mondes – Le Triomphe du Soft totalitarisme – Editions PLOM 2016

vit dans la misère et qu'elle n'est plus capable de produire son alimentation. Tout est importé, provoquant la hausse des prix et la pauvreté.

Un autre exemple qui apporte de l'eau aux défenseurs de la localisation est la Corée du Sud, qui se voit refuser un prêt du FMI pour construire une aciérie. Les politiques décident de trouver l'argent d'une autre façon et mettent à la tête de ce projet quatre militaires. Cette entreprise est la troisième plus grosse aciérie au monde.

*« La Commission Européenne » connaît son catéchisme selon lequel l'ouverture des marchés, la baisse des tarifs douaniers, le libre-échange, induisent de la croissance et de l'emploi. Le département américain du commerce avait servi le même sous Clinton. Le résultat fut l'exacte inverse : hausse des inégalités des revenus, perte d'emploi, perte de pouvoir de négociation des salariés ».*<sup>6</sup>

Quant à la mondialisation, alors qu'elle devrait être une ouverture vers les autres vers un enrichissement partagé, c'est au contraire la construction d'un monde aux principes du libre-échange

### **L'évolution du monde du travail**

« Le monde du travail doit changer », c'est le mot d'ordre que nous subissons. Mais il n'est pas question, contrairement à ce que l'on pourrait espérer, de création d'emplois stables avec des contrats à durée indéterminée, de diminution du temps de travail, d'augmentation de salaires, de défense des acquis sociaux, bien au contraire, on nous impose de la flexibilité, des emplois précaires, le blocage des salaires et des carrières plus longues.

En Belgique, la Loi Peeters a été adoptée, atteignant les travailleurs mais en réalité, les vrais précurseurs sont différentes institutions pour répondre au développement économique et non pour le bien-être social.

### **L'Union européenne**

Dans sa stratégie de Lisbonne pour un changement d'orientation en faveur de la croissance et de l'emploi prévoyait de :

- attirer un grand nombre de personnes sur le marché du travail et de moderniser les systèmes de protection sociale. Les Etats membres et les partenaires sociaux doivent appliquer des politiques qui incitent les travailleurs à rester actifs et qui les dissuadent de quitter prématurément le monde du travail (augmentation du temps de travail et flexibilité). Ils doivent également réformer le système de protection sociale afin de créer un équilibre entre sécurité et flexibilité (la pension à point).

- améliorer la capacité d'adaptation des travailleurs et des entreprises et accroître la flexibilité des marchés du travail pour aider l'Europe à s'adapter aux restructurations et à l'évolution des marchés. La simplification de la reconnaissance mutuelle des qualifications professionnelles facilitera la mobilité de la main-d'œuvre dans toute l'Europe (dumping social). Les Etats membres devraient éliminer le plus rapidement possible toute restriction dans ce domaine.

---

<sup>6</sup> Natacha Polony & le Comité Orwell - Bienvenu dans le Pire des mondes – Le Triomphe du Soft totalitarisme – Editions PLON 2016

## L'OCDE

Cette organisation internationale spécialiste du développement économique prétend proposer des réformes dans l'intérêt des salariés et des chômeurs et donne dès lors aux gouvernements des recommandations dans ce sens. Mais ce n'est pas ce que nous enseigne Laurent Cordonnier, « *l'offensive doit passer par les ailes et saper les contreforts les plus fragiles du salariat en réservant pour un second assaut le noyau dur. Pour éviter les conflits avec les principaux groupes d'intérêt. Les gouvernements peuvent, dans un premier temps, introduire des réformes à la marge du noyau dur du marché du travail, sans véritablement toucher aux structures institutionnelles dont bénéficient les travailleurs en place. Cela tend à renforcer la dualité du marché du travail, ce qui peut ensuite permettre de gagner progressivement le soutien de l'opinion publique à des réformes plus fondamentales des institutions et politiques du marché du travail. Et l'organisation de donner en exemple le Portugal, où on a pris soin de libéraliser l'intérim et les contrats à durée déterminée avant d'élargir les motifs de licenciement admissibles pour les contrats à durée indéterminée et d'abolir l'autorisation préalable pour les licenciements collectifs. Cette bataille menée en bon ordre, conclut l'OCDE, a probablement placé les travailleurs titulaires d'un contrat permanent dans une position de faiblesse pour s'opposer aux réformes dans la mesure où travailleurs temporaires et chômeurs étaient relativement nombreux. Non seulement ces institutions détruisent le monde du travail mais elles brisent la chaîne de solidarité en séparant les différentes catégories de travailleur et offrent une liberté de plus en plus large aux patrons et actionnaires.* »<sup>7</sup>

### Autres actes de guerre

Comme notifié précédemment, il est impossible de détailler toutes ces attaques menées car il y a aussi notre système social qui est mis à mal.

La santé avec l'augmentation du coût des soins, la remise des malades au travail.

Les retraites avec la suppression des avantages de fin de carrière tel le travail à temps partiel, la prépension et la durée du temps de travail augmentée etc...

« *Mais aussi les nouvelles technologies, le monde numérique, des sociétés comme UBER dont le but n'est pas de concurrencer les taxis mais d'arriver à la voiture autonome, celle qui n'a pas besoin de chauffeur* » et donc de nouvelles pertes d'emplois.<sup>8</sup>

Les syndicats qui doivent nous représenter et qui ont dû mal à protéger nos acquis sociaux, qui sont critiqués et de moins en moins suivi par leurs adhérents. Ils ne se retrouvent plus en face d'un patronat mais en face d'actionnaires qu'ils ne connaissent pas et donc plus de dialogues francs. Les syndicats ont perdu leur identité en devenant des partenaires sociaux. Or, entre partenaires il n'y a pas de lutte pas de combat.

---

<sup>7</sup> Laurent Cordonnier « Economistes en guerre contre les chômeurs » - le monde diplomatique - Janvier 2017

<sup>8</sup> Amid Faljaoui - Chronique du mardi 11 avril 2017 sur classique 21

Notre vie privée, nous sommes formatés et susceptibles de devenir des ennemis, des terroristes si nous quittons le chemin qui nous est prévu. Tout est connu, tout est su, notre liberté est atteinte et comme des moutons nous suivons le troupeau.

« *Même nos loisirs sont transformés en business très juteux. Regardons notre iPhone ou notre tablette et le temps qu'on y consacre pour comprendre le génie du capitalisme qui vend notre attention à des annonceurs* ». <sup>9</sup>

Mais le but suprême de tous ces combats est comme indiqué auparavant la gouvernance privée.

## L'élimination du dernier rempart

En juin 1991, à Baden-Baden. David Rockefeller, un des parrains du capitalisme américain, ouvre la cession du groupe Bilderberg qu'il a fondé. Ce groupe comme la Commission Trilatérale qu'il préside également, rassemble d'éminentes personnalités, pour l'essentiel des deux rives de l'atlantique : banquiers, entrepreneurs, hommes politiques. Les anglo-saxons dominent mais il y a aussi des européens. S'ajoutent à cet aéropage quelques dirigeants de grands médias à une condition : qu'ils oublient leur casquette de journaliste. David Rockefeller résume en quelques mots le projet porté par ces « *élites intellectuels* ». Celui de remplacer les gouvernements...

En 1999 il avouera dans Nieuwsweek : « *quelque chose doit remplacer les gouvernements et le pouvoir privé me semble l'identité adéquate pour le faire* ». <sup>10</sup>

### Différentes étapes

Le 15 août 1971, Richard Nixon met fin à la convertibilité du dollar en or, ce qui va déstabiliser les pays producteurs de pétrole, ce qui explique entre autre le premier choc pétrolier en septembre 1973.

Milton Friedman et ses élèves de l'école de Chicago ont préparé ce qui va devenir la doxa du néolibéralisme.

Margaret Thatcher et Ronald Reagan cassent les monopoles syndicaux, mais aussi les rentes de situation des grandes entreprises dans les services publics. C'est la dérégulation qui s'accompagne d'un début de privatisation.

Octobre 1987 et octobre 1989 deux crises financières, la Réserve Fédérale répond par la création monétaire. Les liquidités mondiales gonflent démesurément. Les salaires sont désindexés un peu partout, même en France sous un gouvernement socialiste.

Chute du mur de Berlin et effondrement de l'URSS. La démolition du mur et l'ouverture des frontières apportera de la main-d'œuvre bon marché, déstabilisant les salaires et affaiblissant les travailleurs.

---

<sup>9</sup> Amid Faljaoui - Chronique du mardi 11 avril 2017 sur classique 21

<sup>10</sup> Natacha Polony & le Comité Orwell - Bienvenu dans le Pire des mondes – Le Triomphe du Soft totalitarisme – Editions PLON 2016

Angela Merkel sera friande de cette main-d'œuvre et quelques années plus tard, Nicolas Sarkozy aurait fait de même avec l'annexion de la Turquie dans l'Europe.

Ces différentes étapes et il y en a d'autres, sont les démarches du libre-échange, du monde globaliste, pourtant le 15 septembre 2008 avec la faillite de la banque Lehman Brothers, ce monde tant vanté, déboule sur une crise globale.

A l'époque, l'idée sera de renforcer les banques pour mieux les encadrer. En Belgique, peu de temps après, nous aiderons les banques et pour arriver à quel changement ?

Suite aux décisions que cette faillite bancaire entraînera, Barak Obama, élu Président des Etats Unis, se rendra vite compte que son autorité est très limitée face aux dérives du capitalisme.

Dans toutes ces étapes citées ainsi que dans bien d'autres, les politiques ont suivi les directives que les institutions ou groupes privés leur donnaient.

Comment résister aux pressions ?

Notre pays n'est pas en reste de poursuivre les directives et nos politiques y adhèrent, en 2005, le Premier Ministre Guy Verhofstadt déclarait

*« Nous pouvons désormais adopter deux attitudes :*

*- soit nous subissons ces évolutions, nous nous cramponnons à ce que nous connaissons et nous verrons bien ce que l'avenir nous réserve.*

*- soit nous nous préparons à cette nouvelle ère et nous mettons en œuvre des réformes, nous inscrivons notre prospérité dans l'avenir ».*

La nouvelle ère du vingt-et-unième siècle exige d'adopter une nouvelle vision, une nouvelle façon de penser et une nouvelle façon de travailler.

*« Le verdict est cinglant : l'ambition qui a réuni les Etats au lendemain de la Seconde Guerre Mondiale pour mettre en place des institutions au service de la paix et du progrès s'est progressivement diluée. Sous la pression des intérêts privés et financiers, l'exigence de très haut niveau de rentabilité réalisé dans le minimum de temps a pris le pas sur la satisfaction des besoins humains et la réalisation du progrès économique et social. Les institutions au centre de la politique d'après-guerre – l'Organisation des Nations Unies (ONU), The United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization (UNESCO), l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS), l'O.I.T. sont affaiblies, confinées dans un rôle déterminé ou ignorées. A l'inverse, celles qui avaient pour mission la libéralisation des échanges et l'application de l'orthodoxie financière et monétaire – l'O.P.C, le F.M.I., la Banque Mondiale ont pleinement profité de la redistribution entre les institutions multi-libérales.*

*Est-ce bien raisonnable de confier les clés de la question sociale à l'ensemble disparate des clubs privés dont le social n'est à leurs yeux que le parent pauvre et le cadet de leurs soucis ».*<sup>11</sup>

Désormais l'Etat Nation doit disparaître et le capitalisme doit prendre la place du politique.

---

<sup>11</sup> Bernard Thibault - membre de l'Organisation Internationale du Travail (O.I.T.) et a été Secrétaire Général de la C.G.T. de 1999 à 2013 « La troisième guerre sociale est mondiale » - les Editions de l'Atelier – 2016

L'idée du capitalisme est d'arriver à une gouvernance. Une gouvernance qui laisse libre cours au développement économique à l'évolution des marchés, à la mondialisation. Pour y arriver, il faut ne pas tenir compte des conflits sociaux. La politique dans un Etat est faite par des femmes et hommes élus par le peuple. Ceux-ci sont donc censés nous représenter. Or, si la politique écoute les doléances du peuple, elle dérange, elle freine le développement de cette gouvernance tant demandée par le capitalisme.

Il faut donc déplacer les conflits. A la place des conflits entre le peuple et les représentants ou entre deux Etats, on nous fait miroiter que l'Europe a banni les frontières pour qu'il n'y ait plus de guerre, que la libre circulation des travailleurs est un bonheur total comme si le fait d'être esclaves était un plaisir, que l'ouverture apporte une connaissance des autres, des échanges partagés et permet aux pays plus défavorisés de se développer.

En réalité, cela développe la méfiance de l'autre, la peur, le rejet, l'isolement et dans ce conflit, la politique n'a plus sa place puisqu'elle défend le développement, l'économie des marchés.

Quant à la paix, plusieurs pays d'Europe recréent leurs frontières avec des murs ou clôtures.

Prenons un exemple, une société qui reçoit les accords et les avantages fiscaux et autres pour s'installer dans un pays, au bout d'un certain temps, elle décide, comme elle le veut, de détruire l'outil de travail, de mettre la main-d'œuvre au chômage. Tout cela sans tenir compte des avantages reçus, tout cela sans tenir compte du social. Les politiciens s'en inquiètent mais sont limités par des directives reçues. Le conflit peut donc engendrer des tensions entre les travailleurs du pays où sont implantés l'usine et les travailleurs du pays où va s'installer l'entreprise. Il est évident que dans ce même cas, les organismes tels les syndicats ne vont pas défendre les salariés et lutter contre d'autres travailleurs. Les gouvernements sont donc tolérés mais leurs missions limitées.

Ce n'est pas suffisant, il faut faire en sorte que ces élus deviennent des adhérents à part entière dans le système et donc tout ce qui est public se privatise, on leur donne également la possibilité d'intégrer des Conseils d'Administration où ils sont rémunérés. C'est leur égo et non plus l'attente des électeurs qui importe.

## La démocratie n'est plus qu'apparente

Venant du grec « démos » (le peuple) et « cratos » (le pouvoir), la démocratie signifie littéralement « *le pouvoir du peuple* ».

La démocratie s'oppose ainsi à la monarchie ou à l'oligarchie. Une société est donc démocratique lorsque les décisions sont prises par la majorité de la population et dans son intérêt, sans oublier de respecter les avis et les intérêts des minorités, en particulier du point de vue des droits humains.

Décréter qu'un pays est démocratique parce que ses citoyens sont appelés aux urnes une fois tous les quatre ou cinq ans est un mensonge.<sup>12</sup>

---

<sup>12</sup> Olivier Bonfond « Il faut tuer Tina » - 200 propositions pour rompre avec le fatalisme et changer le monde – Editions du Cerisier – 2017

Si nous prenons le cas de notre pays, nous constatons que la démocratie n'est pas respectée. Les demandes du peuple ne sont pas entendues. Par les alliances et arrangements, le choix de l'électeur n'est pas respecté, seul priment les demandes de l'Europe et des groupes capitalistes. La liberté d'expression est également mise à mal qu'elle soit artistique ou sociale. Pour la première des subsides sont supprimés, pour la seconde c'est le droit de manifester son mécontentement par les grèves ou manifestations que nous sommes occupés de perdre.

## Notre identité et celle des syndicats

Le processus de changement qui intervient dans l'éducation où notre histoire, nos références, notre patrimoine ne sont plus pris en compte, la désolidarisation de l'individu, l'isolement, la médiatisation contrôlée font que nous perdons notre identité.

Qui sommes-nous ? Sommes-nous des wallons ou flamands ? Sommes-nous des belges ou des Européens ? Et si nous sommes des Européens que sont devenues nos différences, nos querelles, nos alliances. A part la monnaie il n'y a aucune égalité entre nous. Nous ne parlons pas la même langue nous ne gagnons pas les mêmes salaires, nous n'avons pas les mêmes taxes par contre nous subissons.

Mais au-delà, il y a aussi le fait que l'individualisme nous rend moins réfléchi et donc moins réactif. Prenons l'exemple dans les années passées nous avions des cercles pour les uns ou maison du peuple pour d'autres. C'étaient des endroits où les gens se réunissaient. Ils recevaient les informations, ils réfléchissaient et ils prenaient des décisions. Les gens s'intéressaient à la politique, ils étaient fiers d'être libéraux, chrétiens ou socialistes, ils avaient confiance en leurs politiciens. Tout cela a disparu, plus personne n'est fier d'être quoi que ce soit, plus personne n'a confiance aux politiques et à quoi bon encore aller voter.

Cette perte d'identité politique a amené le désintérêt et a donné raison aux personnes qui veulent instaurer une gouvernance, le monde politique n'a plus qu'un rôle représentatif et non décisif.

Si l'on reprend le tableau fourni dans l'article de C. Gobin (publié dans Aligisakis) qui compare les termes entre gouvernement et gouvernance, le changement de vocabulaire accroît encore cette perte d'identité.

Gouvernement	Gouvernance
Représentation basée sur un mandat électif	Participation
Peuple	Société civile
Représentants élus avec mandat lobbies (parlement, syndicats)	ONG - multitudes d'associations (pluralisme communautaire)
Séparation et indépendance entre pouvoirs	Partenariat - réseau
Conflits - compromis	Consensus - accord
Négociation	Dialogue
Universalisme	Particularisme, localisée, segmentation
Pouvoir souverain	Subsidiarité, pouvoir supplétif
Lois - règles contraignantes	Code de bonne conduite - labels
Réglementation	Régulation
Travailleurs - citoyens	Consommateurs - citoyens
Liberté - égalité - fraternité	Choix - équité- responsabilité

Il nous reste les organisations syndicales pour nous aider à riposter. Mais elles aussi ont perdu beaucoup de leur identité.

Lors des trois décennies que l'on nomme les glorieuses, tout le travail fait par les syndicats pour gagner nos avantages sociaux, pour faire en sorte que le monde des travailleurs soit respecté, toute cette lutte s'est transformée en un « *copinage* » avec les patrons, mais aussi avec le monde politique.

Peut-être est-ce le fait que durant cette époque tout allait plus ou moins bien ou est-ce déjà le fait que le monde capitaliste plutôt que d'avoir un adversaire a décidé de s'en faire un partenaire comme indiqué précédemment. La notoriété des syndicats a donc diminué et même les farouches adhérents n'accordent plus toute leur confiance.

A ce jour ils ont du mal à protéger nos acquis sociaux et les luttes sont remplacées par des négociations avec des compromis et des consensus qui ne nous sont pas toujours des plus favorables.

Il y a de plus en plus d'exclus et là aussi les syndicats ne jouent plus leur rôle, ce qui augmente le nombre de mécontents et le désintérêt. Si les syndicats nationaux peinent, le syndicat européen, certainement méconnu par grand nombre de personne vu sa discrétion, n'est pas plus performant.

Pour européeniser ces militants et apporter plus de connaissance aux syndicats nationaux, le syndicat européen donne des formations, on nous parle d'euro grève, d'euro manifestation mais en réalité ce syndicat européen devient aussi laxiste que le personnel européen. Ses représentants actuels n'ont plus de parcours syndical ou ne s'en souviennent pas trop.

*"Les sphères dirigeantes syndicales semblent s'aligner sur une tendance qui marque les systèmes politiques contemporains, la technocratisation au détriment de la vivacité des positionnements*

*politiques distincts, les dirigeants européens tendant à s'éloigner du point de vue de leurs parcours et de leur position, des syndicalistes et militants des entreprises et du terrain.*"<sup>13</sup>

Il est intéressant de savoir que "chaque année la Confédération Syndicale Internationale (CSI) produit un rapport sur les atteintes aux libertés syndicales et aux répressions dont sont victimes les travailleurs et leurs syndicats. Pour l'année 2015 ce rapport révèle des faits saillants dans 87 pays."<sup>14</sup>

## Conclusion

### Situation

Le moins que l'on puisse dire c'est que les différentes attaques menées contre le monde du travail font beaucoup de dégâts et que chaque jour qui passe nous apporte son lot de réformes, de directives, de lois qui nous portent atteinte. Elles nous privent de nos acquis sociaux et nous conduisent vers un monde formaté où l'individu n'a plus sa place et dont la perspective est la déshumanisation.

### Constatations

Où est le partage de richesses, pourquoi ne pas partager le temps de travail si il n'y a pas du travail pour tous, comment se fait-il que la pauvreté s'accroît alors que nous avons la possibilité de nourrir tout le monde? Pourquoi un tel écart entre les classes sociales? Pourquoi retirer aux êtres humains la possibilité de prendre soin de leur santé, pourquoi fournir à nos enfants un avenir où ils ne pourront évoluer, pourquoi détruire cette planète en abusant de ce qu'elle peut nous apporter sans tenir compte des vrais besoins. Comment se fait-il que des personnes âgées qui ont travaillées toute leur vie doivent encore exercer une profession pour pouvoir se nourrir, exemple : l'Allemagne tellement citée pour son développement économique compte 9.000.000 de retraités qui sont dans l'obligation de travailler pour s'en sortir. Pourquoi alors qu'on nous vante les bienfaits de la mondialisation, du libre-échange par rapport à la paix, tous les budgets alloués à l'armée sont en hausse et enfin pourquoi tant de gens connaissent-ils encore la famine.

Force est de constater que la lutte des classes est bien existante et que le libre-échange profite à l'enrichissement de quelques multinationales et hommes d'affaires très puissants. Si on compare au passé, on peut faire référence à ce que l'Angleterre a connu à l'époque de Ricardo David, économiste et député et de Malthus Thomas, autre économiste, pour aider le développement économique et le libre-échange. Ils sont arrivés à libérer le travail, créant des salaires de concurrence sans contrôle et de la pauvreté. Cette précarité a été à un tel niveau que des hommes pour pauvres ont été mis en place. A leur arrivée ils étaient démunis de leurs seuls biens et un uniforme dit « *uniforme de travail* »

---

<sup>13</sup> Anne Dufresne - module 4 : l'Europe, la réforme sociale et le dialogue social  
Carnet de lectures service formation CEPAG.

<sup>14</sup> Bernard Thibault - membre de l'Organisation Internationale du Travail (O.I.T.) et a été Secrétaire Général de la C.G.T. de 1999 à 2013 « La troisième guerre sociale est mondiale » - les Editions de l'Atelier – 2016

leur était remis tout en précisant qu'il ne leur appartenait pas. Leur condition de vie était encore plus déplorable que celle des pauvres vivants à l'extérieur.

Cette misère créée engendre beaucoup de réflexion et de divisions, elle pose problème au développement que les puissants veulent. Comment se débarrasser dès lors des pauvres « inadéquats » pour ce nouveau système ? Enfermement ? Expulsions ? Mises au travail forcées ? Pire ?

### Réaction

Pour réagir, il faut se souvenir que c'est dans des périodes difficiles que l'on est créatif. Stéphane Hessel dans son livre "*Indignez-vous*" rappelle que c'est une France détruite qui met en place la sécurité sociale et l'assurance vieillesse.

Le changement doit passer par une révolte, mais une révolte mondialisée avec des alternatives mais surtout avec résistance. Dans cette trajectoire des changements importants sont nécessaires.

### Changements économiques

*« Dissoudre le FMI et la banque mondiale, ces deux organismes sont néfastes pour les peuples, ils écrasent les Etats, apportent l'appauvrissement et augmentent les inégalités ».*<sup>15</sup>

Remettre le système bancaire à sa place et séparer les différents types de banque.

Supprimer des clubs comme le G8, G20, le groupe Bilderberg et autres qui dirigent ce monde dans le seul but d'enrichir le capitalisme.

### Changements humanitaires

L'éducation doit être un moyen de s'élever et doit pouvoir être accessibles à tous.

Le partage des ressources terrestres doit être équitable et ne pas porter préjudice à la survie de notre planète.

L'aide apportée aux peuples les plus démunis doit être offerte et non rétribuée par des arrangements commerciaux ou autres qui appauvrissent davantage.

### Changement sociaux

Le capitalisme peut être plus social sans pour cela être mis à mal.

Les acquis sociaux doivent être maintenus ou modifier dans l'intérêt du peuple.

Les services publics doivent être maintenus et non privatisés.

---

<sup>15</sup> Olivier Bonfond « Il faut tuer Tina » - 200 propositions pour rompre avec le fatalisme et changer le monde – Editions du Cerisier – 2017

La démocratie doit être réinstaurée en redonnant la parole à la population.

L'Europe doit être sociale et responsable de ses actes.

### **Changements politiques**

La politique est nécessaire et même indispensable pour nous protéger. Il faut être conscient qu'une personne corrompue ne changera pas. On ne peut donc faire un changement radical en gardant les fonctionnements actuels.

La politique doit retrouver son rôle principal à savoir la représentation du peuple.

La politique doit être une vocation et non une possibilité de multiplier les mandats, les salaires et autres avantages.

La politique ne doit pas être au service des multinationales.

Redonner l'importance au Parlement, au Sénat mais aussi à la Justice.

La politique doit pouvoir être jugée et sanctionnée par le peuple.

La politique doit être représentative des souhaits des électeurs et le vote doit être respecté.

### **Autres changements**

Les syndicats doivent retrouver leur rôle de protecteur, de garde-fou, de négociateur et non celui de partenaire social. Ils doivent être à l'écoute de leurs militants et être dépolitiser pour pouvoir faire face aux politiques.

Le local doit retrouver sa place et se développer pour sauvegarder la diversité et donc l'identité sans pour cela remplacer le mondial qui lui permet toutefois d'être connu.

L'intégration des peuples doit être franche et non repoussée vers un système née ghetto où se développent racisme et endoctrinement.

Tous ces changements ne sont possibles que si nous dépassons notre peur de l'inconnu et si nous avons la volonté de devenir internationalistes et non mondialistes.

Nous pourrons alors retrouver notre identité politique et humaniste celle d'être un être humain respecté et respectueux, qui a le droit de vivre dans toute sa dignité.

## Bibliographie

### Internet :

[http://www.jaures.eu/ressources/de\\_jaures/violence-patronale-violence-ouvriere-jaures-et-clemenceau-1906/](http://www.jaures.eu/ressources/de_jaures/violence-patronale-violence-ouvriere-jaures-et-clemenceau-1906/)

### Médias :

Amid Faljaoui - Chronique du mardi 11 avril 2017 sur classique 21

### Ouvrages consultés :

Maximos Aligisakis - Europe et mémoire : une lésion dangereuse ? Institut européen de l'Université de Genève – février 2005

Maximos Aligisakis - Pouvoir et société en Europe : essai critique sur l'intégration européenne – Publications du Global Studies Institut de l'Université de Genève - 2017

Mireille Bruyère et les économistes atterrés - Changer d'Avenir - Réinventer le travail et le modèle économique – Editions Les liens qui libèrent – 2017

### Ouvrages et Articles :

Anne Dufresne - module 4 : l'Europe, la réforme sociale et le dialogue social - Carnet de lectures service formation CEPAG

Bernard Thibault - membre de l'Organisation Internationale du Travail (O.I.T.) et a été Secrétaire Général de la C.G.T. de 1999 à 2013 « La troisième guerre sociale est mondiale » - les Editions de l'Atelier – 2016

Cusso, Dufresne, Gobin, Matagne & Siroux - Science politique SCIENCES HUMAINES - Le conflit social éludé – Academia-Bruylant, Louvain-La-Neuve – 2008

Laurent Cordonnier « Economistes en guerre contre les chômeurs » - le monde diplomatique, Janvier 2017

Natacha Polony & le Comité Orwell - Bienvenu dans le Pire des mondes – Le Triomphe du Soft totalitarisme – Editions PLON 2016

Olivier Bonfond « Il faut tuer Tina » - 200 propositions pour rompre avec le fatalisme et changer le monde – Editions du Cerisier – 2017